



## Message 2020-DIAF-8

28 avril 2020

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la pêche (soutien à la pêche professionnelle)

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2019 sur la pêche (LPêche, RSF 923.1).

#### 1. Introduction

La présente modification légale fait suite aux différents débats intervenus en 2019 au Grand Conseil au sujet de la situation dans laquelle se trouvent les pêcheurs professionnels et aux différentes interventions parlementaires relatives aux craintes suscitées par cette situation (question 2019-CE-143 «Les cormorans ou la ruine des pêcheurs professionnels sur le lac de Neuchâtel», motion 2019-GC-108 «Régulation des cormorans et reconstitution de la faune piscicole» et résolution 2019-GC-106 «Pêcheurs professionnels en difficulté»).

En date du 17 décembre 2019, le Grand Conseil a également pris en considération le mandat 2019-GC-145 «Aide financière urgente pour les pêcheurs professionnels». Par cette prise en considération, le Grand Conseil a requis du Conseil d'Etat qu'il se substitue temporairement à la Confédération et octroie une aide financière transitoire aux pêcheurs professionnels fribourgeois, ou, en cas de non-entrée en matière de la Confédération, qu'il soutienne les pêcheurs jusqu'à ce que la situation se normalise.

Comme relevé dans la réponse du 12 novembre 2019 du Conseil d'Etat audit mandat, il n'existe aucune base légale rendant possible le versement d'une telle aide cantonale directe aux pêcheurs professionnels. Afin de pallier cette situation et d'assurer la mise en œuvre du mandat ainsi que de la motion 2019-GC-108 «Régulation des cormorans et reconstitution de la faune piscicole», la présente modification légale est proposée. Elle instaure une base légale sur laquelle le Conseil d'Etat pourra se fonder pour accorder une aide financière aux pêcheurs professionnels, comme demandé par le Grand Conseil.

Vu l'urgence, ce projet n'a pas fait l'objet d'une consultation formelle. Cependant, il a été soumis pour préavis à la Commission consultative de la pêche cantonale, ainsi qu'à la Commission intercantonale de la pêche pour le lac de Neuchâtel et pour le lac de Morat.

#### 2. Mise en œuvre

Si le Grand Conseil accepte la modification de la LPêche proposée, le Conseil d'Etat disposera, comme déjà mentionné, d'une base légale suffisante pour pouvoir accorder une aide temporaire aux pêcheurs professionnels.

Les mesures nécessaires pour endiguer la propagation du coronavirus (COVID-19) ont accentué et aggravé les difficultés financières des pêcheurs professionnels qui ne peuvent notamment plus écouler le produit de leur pêche sur les marchés et auprès des restaurateurs. Le Conseil d'Etat a décidé d'agir et de prendre les mesures concrètes pour assurer le versement d'une aide financière d'urgence aux pêcheurs professionnels comme cela est voulu par le Grand Conseil. Il a donc adopté l'ordonnance sur l'aide financière d'urgence aux pêcheurs professionnels pour les années 2020, 2021 et 2022.

Toutefois, en application de l'article 117 de la Constitution, le Grand Conseil doit modifier la loi sur la pêche et ainsi valider la base légale qui permettra à l'ordonnance de poursuivre ses effets au-delà d'une année.

Le Conseil d'Etat a souhaité accorder une aide financière sur la base de principes et critères qui sont définis dans la législation d'exécution. L'aide accordée s'élèvera au maximum à CHF 10 000.- par an pour chaque pêcheur professionnel, pendant une période de 3 ans.

Ce laps de temps permettra notamment d'obtenir les réponses de la Confédération en lien avec la résolution 2019-GC-106 «Pêcheurs professionnels en difficulté». A ce propos, il est rappelé que les trois cantons concordataires (Fribourg, Vaud et Neuchâtel) ont sensibilisé la Confédération à la situation des pêcheurs professionnels de la région: ils souhaitent en particulier traiter de la question des pertes de rendement que le cormoran génère à la pêche professionnelle et aborder les mesures de prévention et de compensation avec l'Office fédéral de l'environnement.

En outre, les mesures prises pour la régulation du grand cormoran au niveau du canton de Fribourg pourront être analysées et évaluées. Les statistiques sur les quantités des poissons pêchés continueront. Enfin, le canton aura à sa disposition le résultat de deux expertises dont il a déjà été fait mention dans la réponse du 24 septembre 2019 du Conseil d'Etat à la

question 2019-GC-CE-143: l'une d'elles, déjà en cours, porte sur l'immersion de déchets de poissons dans le lac de Neuchâtel par les pêcheurs professionnels. Cette étude vise à définir si cette pratique, autorisée à titre exceptionnel dans les lacs suisses romands, favorise le développement des effectifs de grands cormorans. Quant à la seconde, elle devrait permettre d'approfondir les connaissances sur l'importance des dommages causés par le cormoran aux engins de pêche ainsi que sur le régime alimentaire actuel de l'espèce.

Tous ces éléments seront évalués et selon le résultat de ces évaluations, cette aide pourra, au besoin, être prolongée pour une nouvelle période de 3 ans.

L'aide est accordée, sur demande, aux pêcheurs titulaires d'un permis de pêche professionnel A. Afin d'assurer une certaine coordination avec ce qui est pratiqué par le canton de Neuchâtel, elle est aussi accordée aux titulaires d'un permis B au bénéfice d'une rente AVS ou AI. S'agissant du montant de l'aide, il est calculé en fonction de l'intensité de la pêche pratiquée par chaque pêcheur.

Dans le projet mis en consultation, il a été proposé qu'un montant de CHF 50.- soit donné par jour de sortie de pêche, mais au maximum CHF 10 000.- par an. Lors de la consultation, les pêcheurs professionnels fribourgeois ont relevé que, pour obtenir un montant de CHF 10 000.- par an sur cette base, il fallait 200 jours de sortie. Ils ont fait remarquer que, sur une semaine de 6 jours travaillés, 4 étaient consacrés aux sorties et 2 à des activités autres (marchés, préparation du poisson, vente au détail, fumage etc.). De plus, ils estiment qu'il faut tenir compte de 4 semaines de vacances et de la période de Noël au 1<sup>er</sup> février, où les sorties sont plus rares vu que la pêche à la bondelle est fermée. Dès lors, ils ont demandé à pouvoir obtenir un montant de CHF 80.-/jour sortie ce qui correspondrait à 125 jours de sortie au total. A noter encore que le Directeur IAF a rencontré les pêcheurs professionnels, lesquels ont pu lui exprimer de vive voix leurs inquiétudes.

Au vu des arguments développés, le Conseil d'Etat a donné suite aux demandes des pêcheurs professionnels en leur accordant un montant de CHF 80.- par jour de sortie de pêche mais au maximum CHF 10 000.-. Pour les titulaires d'un permis B au bénéfice d'une rente AVS ou AI, le montant total est réduit de moitié.

En outre, le Conseil d'Etat a renoncé à lier formellement le versement de l'aide à la prise du permis de chasse spécial pour le grand cormoran, permis qui permet aux pêcheurs professionnels d'effectuer des tirs de protection à proximité de leurs filets. Il n'en demeure pas moins que le Conseil d'Etat incite vivement les pêcheurs professionnels à prendre ce permis qui leur permet de prendre personnellement des mesures concrètes pour protéger leur activité du grand cormoran.

### **3. Commentaire des articles**

#### *Article I*

L'article 1 contient la modification proposée de la loi sur la pêche (LPêche).

#### *Article 41 al. 1 let. g (nouveau)*

Il est proposé d'ajouter une nouvelle lettre g à cet article. Cette adjonction constitue la base légale nécessaire pour permettre au Conseil d'Etat d'accorder une aide financière aux pêcheurs professionnels. La formulation est large afin de permettre au Conseil d'Etat d'avoir toute latitude pour soutenir la pêche professionnelle, soit par des moyens techniques ou financiers.

#### *Articles II à IV*

Lors de la promulgation de la loi, il sera indiqué que cette loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2020 afin que les pêcheurs professionnels puissent bénéficier de l'aide complète en 2020.

### **4. Incidences financières et en personnel**

Le présent projet de loi n'induit aucune incidence en matière de personnel. En ce qui concerne les incidences financières, elles sont évaluées à environ CHF 195 000.- pour trois ans, soit CHF 65 000.- par an.

En effet, il y a cinq pêcheurs professionnels titulaires d'un permis de pêche professionnelle A sur le lac de Neuchâtel, un pêcheur professionnel sur le lac de Morat et un titulaire d'un permis B au bénéfice d'une rente AVS. Les six pêcheurs professionnels pourraient, si les conditions requises sont remplies, recevoir une aide maximum de CHF 10 000.- par an sur une première période de 3 ans. Quant au titulaire d'un permis B au bénéfice d'une rente AVS, ce montant sera de maximum de CHF 5000.- par an, également sur une première période de 3. Il ne peut être exclu que de nouveaux pêcheurs s'installent ou cessent leurs activités, les montants seront adaptés en fonction des fluctuations.

### **5. Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes**

Le présent projet de loi n'a aucune influence sur la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

## **6. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité**

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

## **7. Développement durable**

Le présent projet est conforme aux principes du développement durable.

---



## Botschaft 2020-DIAF-8

28. April 2020

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Fischerei (Unterstützung der Berufsfischerei)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zu einem Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (FischG, SGF 923.1).

#### 1. Einleitung

Diese Gesetzesänderung leistet den verschiedenen Beratungen 2019 des Grossen Rates zur Situation der Berufsfischer und den verschiedenen parlamentarischen Vorstössen zu den Befürchtungen aufgrund dieser Situation Folge (Anfrage 2019-CE-143 «Der Kormoran oder der Ruin der Berufsfischer auf dem Neuenburgersee», Motion 2019-GC-108 «Regulierung des Kormorans und Wiederaufbau der Fischfauna» und Resolution 2019-GC-106 «Berufsfischer in Schwierigkeiten»).

Zudem erklärte der Grosse Rat am 17. Dezember 2019 den Auftrag 2019-GC-145 «Dringende Finanzhilfe für die Berufsfischer» erheblich. Mit dieser Erheblicherklärung verlangte der Grosse Rat vom Staatsrat, den Freiburger Berufsfischern befristet anstelle des Bundes eine finanzielle Überbrückungshilfe zu gewähren, oder aber im Falle des Nichteintretens des Bundes die Fischer zu unterstützen, bis sich die Situation normalisiert.

Wie in der Antwort des Staatsrats vom 12. November 2019 auf diesen Auftrag erwähnt, gibt es derzeit keine rechtliche Grundlage für die Ausrichtung einer solchen kantonalen Direkthilfe an die Berufsfischer. Um dieser Situation abzuwehren und die Umsetzung des Auftrags sowie der Motion 2019-GC-108 «Regulierung des Kormorans und Wiederaufbau der Fischfauna» zu gewährleisten, wird diese Gesetzesänderung vorgeschlagen. Sie schafft eine gesetzliche Grundlage, auf die sich der Staatsrat stützen kann, um den Berufsfischern – wie vom Grossen Rat verlangt – eine Finanzhilfe zu gewähren.

Angesichts der Dringlichkeit wurde dieser Entwurf nicht formell in eine Vernehmlassung geschickt. Er wurde jedoch der kantonalen Konsultativkommission für die Fischerei sowie der Interkantonalen Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee und jener für die Fischerei im Murtensee zur Stellungnahme unterbreitet.

#### 2. Umsetzung

Akzeptiert der Grosse Rat die vorgeschlagene Änderung des FischG, so verfügt der Staatsrat, wie bereits erwähnt, über eine ausreichende gesetzliche Grundlage, um den Berufsfischern eine vorübergehende Hilfe zu gewähren.

Die Massnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19) haben die finanziellen Schwierigkeiten der Berufsfischer noch zusätzlich verschärft, da diese ihren Fang insbesondere auf den Märkten oder an Restaurantbetreibern nicht mehr veräussern können. Der Staatsrat hat beschlossen zu handeln und konkrete Massnahmen zu treffen, damit die Zahlung einer dringenden Finanzhilfe an die Berufsfischer, wie vom Grossen Rat gewünscht, sichergestellt werden kann. Er hat daher die Verordnung über die dringende Finanzhilfe für Berufsfischer für die Jahre 2020, 2021 und 2022 verabschiedet.

In Anwendung von Artikel 117 der Verfassung muss der Grosse Rat aber das Gesetz über die Fischerei ändern und so die gesetzliche Grundlage validieren, die es ermöglicht, dass die Verordnung länger als ein Jahr gültig ist.

Der Staatsrat möchte eine Finanzhilfe basierend auf Grundsätzen und Kriterien gewähren, die im Ausführungsrecht festgelegt werden. Die gewährte Hilfe wird höchstens CHF 10 000.– pro Jahr für jeden Berufsfischer während 3 Jahren betragen.

Dieser Zeitraum wird es namentlich ermöglichen, in Zusammenhang mit der Resolution 2019-GC-106 «Berufsfischer in Schwierigkeiten» Antworten des Bundes zu erhalten. Dazu sei daran erinnert, dass die drei Konkordatskantone (Freiburg, Waadt und Neuenburg) den Bund für die Situation der Berufsfischer in der Region sensibilisiert haben: Sie möchten insbesondere die Frage der Ertragsverluste der Berufsfischerei aufgrund des Kormorans und die Präventions- und Ausgleichsmassnahmen mit dem Bundesamt für Umwelt behandeln.

Zudem könnten die Massnahmen zur Regulierung des Kormorans auf Ebene des Kantons Freiburg analysiert und evaluiert werden. Die Statistiken zu den gefangenen Fischmengen werden weiterhin erfasst. Ausserdem werden dem Kanton die Ergebnisse von zwei Gutachten zur Verfügung stehen, die

bereits in der Antwort vom 24. September 2019 des Staatsrats auf die Anfrage 2019-CE-143 erwähnt waren: In einem Gutachten, das bereits läuft, geht es um das Versenken von Fischabfällen im Neuenburgersee durch die Berufsfischer. Dabei soll festgestellt werden, ob diese in den Seen der Westschweiz ausnahmsweise erlaubte Praxis die Entwicklung der Kormoranbestände begünstigt. Vom zweiten Gutachten werden vertiefte Kenntnisse zum Umfang der Schäden durch Kormorane an Fischereigeräten sowie zur aktuellen Ernährungsweise der Art erwartet.

All diese Aspekte werden evaluiert und je nach den Ergebnissen dieser Beurteilungen kann die Hilfe falls nötig für einen weiteren Zeitraum von 3 Jahren verlängert werden.

Die Hilfe wird auf ein entsprechendes Gesuch hin den Fischern mit einem Berufsfischereipatent A gewährt. Um das Vorgehen mit der Praxis im Kanton Neuenburg zu koordinieren, wird sie auch den Inhabern eines Patents B gewährt, die eine AHV- oder eine IV-Rente beziehen. Die Höhe der Finanzhilfe wird aufgrund der Intensität der von jedem Fischer praktizierten Fischerei berechnet.

In dem in die Vernehmlassung gegebenen Entwurf wurde vorgeschlagen, dass pro Tag, an dem aktiv auf dem See gefischt wurde (Fischerei-Tag), ein Betrag von CHF 50.– gewährt wird, höchstens jedoch CHF 10 000.– pro Jahr. In der Vernehmlassung hoben die Freiburger Berufsfischer jedoch hervor, dass es auf dieser Grundlage 200 Fischerei-Tage bräuchte, um einen Betrag von CHF 10 000.– pro Jahr zu erhalten. Dazu bemerkten sie, dass in einer Woche mit 6 Arbeitstagen 4 dem Fischen gewidmet seien, während an 2 Tagen andere Tätigkeiten auf dem Programm stünden (Märkte, Vorbereitung der Fische, Einzelverkauf, Räuchern usw.). Zudem sind sie der Ansicht, dass 4 Wochen Ferien berücksichtigt werden müssen sowie der Zeitraum von Weihnachten bis zum 1. Februar, während dem weniger auf dem See gefischt wird, weil die Fischerei der Bondelle dann geschlossen ist. Aus diesen Gründen ersuchten sie darum, den Betrag auf CHF 80.–/Fischerei-Tag zu erhöhen, was insgesamt 125 Fischerei-Tagen entspräche. Der Direktor der ILFD hat sich im Übrigen mit den Berufsfischern getroffen, damit sie ihm ihre Bedenken persönlich mitteilen konnten.

Aufgrund der vorgebrachten Argumente hat der Staatsrat dem Ersuchen der Berufsfischer Folge gegeben und gewährt ihnen einen Betrag von CHF 80.– pro Fischerei-Tag, höchstens jedoch CHF 10 000.–. Für die Inhaber eines Patents B, die eine AHV- oder eine IV-Rente beziehen, wird der Gesamtbetrag um die Hälfte reduziert.

Im Übrigen hat der Staatsrat darauf verzichtet, die Zahlung der Hilfe formell an den Bezug des Spezialjagdpatents für den Kormoran zu knüpfen, das es den Berufsfischern erlaubt, Abschüsse in der Nähe ihrer Netze vorzunehmen. Gleichwohl rät der Staatsrat den Berufsfischern eindringlich, dieses

Patent zu lösen, das ihnen persönlich die Möglichkeit gibt, konkrete Massnahmen zu ergreifen, um ihre Tätigkeit vor dem Kormoran zu schützen.

### **3. Kommentar der einzelnen Artikel**

#### *Artikel I*

Artikel 1 enthält die vorgeschlagene Änderung des Gesetzes über die Fischerei (FischG).

#### *Artikel 41 Abs. 1 Bst. g (neu)*

Es wird vorgeschlagen, einen neuen Buchstaben g zu diesem Artikel hinzuzufügen. Bei diesem Zusatz handelt es sich um die gesetzliche Grundlage, die es dem Staatsrat ermöglicht, den Berufsfischern eine Finanzhilfe zu gewähren. Der Zusatz ist offen formuliert, sodass es dem Staatsrat freisteht, die Berufsfischerei durch technische oder finanzielle Mittel zu unterstützen.

#### *Artikel II bis IV*

Bei der Promulgierung des Gesetzes wird darauf hingewiesen, dass dieses Gesetz rückwirkend auf den 1. Januar 2020 in Kraft tritt, damit die Berufsfischer in den Genuss der gesamten Hilfe für das Jahr 2020 kommen.

### **4. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Dieser Gesetzesentwurf zieht keine personellen Auswirkungen nach sich. Die finanziellen Auswirkungen werden auf rund CHF 195 000.– für drei Jahre geschätzt, das sind CHF 65 000.– jährlich.

Es gibt fünf Berufsfischer mit einem Berufsfischereipatent A auf dem Neuenburgersee, einen Berufsfischer auf dem Murtensee und einen Inhaber eines Patents B, der eine AHV-Rente bezieht. Die sechs Berufsfischer könnten, falls die Voraussetzungen erfüllt sind, während einer ersten Periode von 3 Jahren eine maximale Hilfe von jährlich CHF 10 000.– erhalten. Beim Inhaber eines Patents B, der eine AHV-Rente bezieht, läge dieser Betrag bei höchstens CHF 5000.– pro Jahr, und das ebenfalls während einer Periode von 3 Jahren. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass neue Fischer dazukommen oder ihre Tätigkeit aufgeben. Die Beträge werden entsprechend der Fluktuation angepasst.

### **5. Auswirkung des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden**

Dieser Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die gegenwärtige Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

## **6. Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit**

Die Änderungen oder Anpassungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, sind bundesrechtskonform.

Dieser Gesetzesentwurf ist im Übrigen mit dem Europarecht vereinbar.

## **7. Nachhaltige Entwicklung**

Dieser Gesetzesentwurf entspricht den Grundsätzen der Nachhaltigkeit.

---

**Loi modifiant la loi sur la pêche  
(soutien à la pêche professionnelle)**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): **923.1**  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP);  
Vu l'ordonnance du Conseil fédéral du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche (OLFP);  
Vu les concordats intercantonaux;  
Vu le message 2020-DIAF-8 du Conseil d'Etat du 28 avril 2020;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

L'acte RSF 923.1 (Loi sur la pêche (LPêche), du 15.5.1979) est modifié comme il suit:

**Art. 41 al. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat peut prendre toutes autres mesures techniques ou financières en vue

g) (*nouveau*) de soutenir la pêche professionnelle.

**Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Fischerei  
(Unterstützung der Berufsfischerei)**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: **923.1**  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 21. Juni 1991 über die Fischerei (BGF);  
gestützt auf die Verordnung des Bundesrats vom 24. November 1993 zum Bundesgesetz über die Fischerei (VBGF);  
gestützt auf die interkantonalen Konkordate;  
nach Einsicht in die Botschaft 2020-DIAF-8 des Staatsrats vom 28. April 2020;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

Der Erlass SGF 923.1 (Gesetz über die Fischerei (FischG), vom 15.5.1979) wird wie folgt geändert:

**Art. 41 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat kann alle weiteren technischen oder finanziellen Massnahmen ergreifen:

g) (*neu*) zur Unterstützung der Berufsfischerei.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.